

*Initiatives ministérielles*

Quand les libéraux ont perdu le pouvoir en 1984, le gouvernement comptait 28 ministres. Depuis 1984, leur nombre dépasse 40. Et la question du nombre des députés est directement liée aux dépenses du gouvernement.

• (1610)

**Une voix:** Comme les limousines.

**M. Keyes:** Comme les limousines.

**Une voix:** Deux ministres par ministère.

**M. Keyes:** Oui, deux ministres par ministère.

Les années 1985, 1986 et 1987 ont été assez bonnes sur le plan économique. Pourquoi le gouvernement ne s'est-il pas dit alors, comme beaucoup de Canadiens le font quand les affaires sont bonnes, qu'il fallait en profiter pour constituer un fonds d'urgence ou pour réduire la dette nationale qui se chiffre à 180 milliards de dollars, qu'il valait mieux commencer dès maintenant, car elle ne saurait tarder à grimper de nouveau, et que nous serions ainsi à même de la maîtriser, surtout si l'inflation vient à échapper à notre contrôle? Mais ce n'est pas la réflexion qu'il s'est faite alors.

Le Canada a donc hérité du parti qui forme le gouvernement depuis 1984 une dette qui est passée de 180 milliards de dollars à 400 milliards de dollars. «Les taux d'intérêt, les taux d'intérêt» prétend-t-il.

Les conservateurs ont établi le programme économique. Ils ont établi les politiques économique et budgétaire du pays. Ils sont responsables du problème et du gâchis financier dans lequel se trouve le pays aujourd'hui.

Le gouvernement n'a pas éliminé le déficit, même s'il s'était engagé à le faire. Au contraire, il a doublé la dette nationale pour la faire passer, comme je l'ai dit, à 400 milliards de dollars. Les ministres conservateurs prétendent qu'ils ne font qu'assurer le service de la dette héritée du gouvernement précédent, mais il est temps qu'ils assument la responsabilité du gâchis financier dans lequel ils ont plongé le pays par les décisions qu'ils ont prises depuis 1984.

Parmi ceux qui professent la notion capitaliste comme la solution de l'avenir—et elle connaît un succès tellement retentissant—certains désignent les États-Unis comme le chef de file de cet ordre capitaliste. Il faut se demander pourquoi des millions d'Américains vivent dans la pauvreté la plus abjecte, dans des ghettos regorgeant de ces laissés-pour-compte que le système n'a pas réussi à rattrapper. De toute évidence, le filet de sécurité est trop mince.

Mon collègue de Glengarry—Prescott—Russel aime bien les citations. En voici une qui lui plaira sûrement. D'après Linda McQuaid, auteure d'un nouvel ouvrage intitulé *The Quick and the Dead—Brian Mulroney, Big Business and the Seduction of Canada*, on admet en privé, dans les officines des conservateurs, que Brian Mulroney et son équipe ont bel et bien l'intention d'éliminer le filet de sécurité sociale dont sont si fiers les Canadiens, en faveur de cette arène où règne la loi du plus fort et du laisser-faire, juste au sud de notre frontière.

La Chambre a déjà entendu une telle affirmation, à savoir que la pierre angulaire de ce plan étant l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Ce que le premier ministre et le gouvernement conservateur ne semblaient pas savoir, c'est qu'un tel accord aurait l'un de deux résultats: soit que les investisseurs canadiens envahiraient immédiatement le marché américain et gèreraient des secteurs entiers, se hissant ainsi au rang des grands de ce monde, soit que les entreprises canadiennes tomberaient comme des mouches du fait que le coût de la main-d'œuvre et des matériaux de même que les impôts sont si faibles aux États-Unis qu'elles ne pourraient pas rivaliser et qu'elles seraient forcées de fermer boutique, ou bien qu'elles déménageraient leurs pénates aux États-Unis où le coût de faire des affaires est inférieur.

C'est exactement ce qui se produit tous les jours. Près de la circonscription de Hamilton—Ouest, Triton est partie. A-t-on idée de ce que la General Tire a dépensé dans la collectivité où j'ai déjà travaillé, à Barry, en Ontario? Quarante-cinq millions de dollars pour améliorer l'équipement de cette usine. Or, maintenant les pneus que fabriquait cette usine seront fabriqués à la société mère, aux États-Unis. Maintenant que presque 300 000 Canadiens ont perdu leur emploi depuis la conclusion de l'accord de libre-échange, voilà que le premier ministre nous annonce une nouvelle stratégie pour rehausser notre compétitivité.

L'ancien ministre des Finances—appelons-le l'ancien ministre de la ruine financière—a été chargé de s'en occuper; ateliers, déclarations de principe, programmes, tout doit concourir à nous rendre concurrentiels.

Le résultat de cette opération de courte vue, c'est que les statistiques ne parlent que de faillites. Au cours de la récession qui a frappé le monde entier, en 1982, il y a eu 32 000 faillites au Canada. Au cours de la dernière récession concoctée par le gouvernement fédéral actuel, il y a eu 42 782 faillites au Canada en 1990, ce qui représente une augmentation de 50 p. 100 par rapport à 1989.